



## **Contribution France Energie Eolienne**

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-011 DU 23 MAI 2019 RELATIVE A LA  
STRUCTURE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RÉSEAUX  
PUBLICS D'ÉLECTRICITÉ « TURPE 6 »

**Juillet 2019**

Dans le cadre de la consultation lancée par la Commission de Régulation de l'Énergie relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 », France Energie Eolienne répond ci-dessous à certaines questions qui ont été formulées dans la note technique suivante :

<https://www.cre.fr/Documents/Consultations-publiques/Structure-des-prochains-tarifs-d-utilisation-des-reseaux-publics-d-electricite-TURPE-6>

## Enjeux économiques :

---

### **Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?**

**France Energie Eolienne comprend la problématique et l'approche de la CRE, mais considère que la tarification de l'injection en HTA ne sera pas déterminante dans la réduction des pertes.**

Nous considérons qu'une tarification régionale d'injection en HTA en France n'apporterait pas d'amélioration significative dans la localisation des sites de production éolien, au regard de la complexité apportée et des contraintes importantes d'ores et déjà existantes pour le développement de la filière (acceptabilité, choix politiques, objectifs territoriaux ...). Etant donné la variabilité des productibles sur le territoire français ainsi que l'abondance de contraintes de hauteurs pour le développement de la filière, ce signal tarifaire serait tout à fait inefficace.

France Energie Eolienne perçoit surtout des inconvénients majeurs en termes d'image pour la filière, cette tarification opérant un transfert de charges du TURPE vers les charges de service public de l'électricité, au détriment des filières électriques renouvelables. Si l'effet est neutre pour le consommateur final, il est loin de l'être pour les producteurs éoliens dont les coûts sont beaucoup plus regardés par le grand public et le Parlement. France Energie Eolienne fait également remarquer que cette évolution n'irait pas dans le sens de la réduction des coûts soutenue par les services de la CRE au travers des mécanismes d'appels d'offres.

Il va de soi qu'une telle évolution, si elle devait arriver, ne saurait concerner que les installations nouvelles afin de ne pas compromettre l'économie des installations existantes.

Pour finir, quelles seraient l'importance et la complexité de la plateforme à mettre en place (de type Caparéseau) pour permettre aux producteurs de disposer d'une vision sur 20 ans des pertes futures du réseau au niveau de chacun des postes sources ? Comment moduler en fonction de l'heure et de la région ?

## Coûts d'infrastructure :

---

### **Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?**

L'effet escompté de ce tarif vise selon la CRE à envoyer un signal aux producteurs, à court et à long termes, afin que ceux-ci prennent en compte les contraintes de réseau lors de leurs décisions d'investissement puis d'exploitation.

A court terme, des arbitrages pourront éventuellement être faits à condition de disposer d'une installation de stockage.

Cependant, à long terme, France Energie Eolienne doute que ce tarif d'injection pourrait contribuer à inciter les producteurs à choisir de se raccorder à des nœuds du réseau moins coûteux en termes de pertes. Au regard des conditions de développement en France (productibles, contraintes spatiales et de hauteur, etc.), dont les impacts sont de l'ordre de la dizaine d'euros sur le coût de l'énergie, un tel signal tarifaire sera tout à fait inefficace.

Aussi, France Energie Eolienne souhaite rappeler que les producteurs éoliens prennent déjà en compte les contraintes de réseau lors de leurs décisions d'investissement. Voici la liste des ouvrages de création pris en charge intégralement par les producteurs EnR terrestre dans le cadre des S3REnR via le paiement de la quote-part :

- La création de nouveaux postes HTB/HTB,
- La création des ouvrages HTB des nouveaux postes HTB/HTA,
- La création des liaisons de raccordement de ces postes,
- La création de transformateurs HTB/HTB,
- La création de transformateurs HTB/HTA par les GRD
- Les créations de nouvelles liaisons HTB entre deux postes existants ou en coupure /piquage sur des liaisons existantes,
- La création des ouvrages associés à ces créations (i.e. les ouvrages indispensables à l'installation et au bon fonctionnement des ouvrages principaux créés, à savoir cellule, extensions de barre, systèmes de protections, équipements de télécommunications, contrôle commande, génie civil, etc.),
- Et hors quote-part, à la charge du producteur, le raccordement entre les postes de livraison individuels et les postes HTB/HTA.

Il est à noter cependant que dans le cas des parcs éoliens en mer, depuis la publication de la loi hydrocarbures du 30 décembre 2017, le gestionnaire de réseau de transport prend en charge (financement, construction et exploitation) le raccordement entre le réseau de transport public d'électricité terrestre et le parc éolien en mer (sous-station électrique en mer comprise), sur la base du TURPE.

Lors du bilan des S3REnR de 2018 (en y incluant le schéma révisé des Hauts de France), ces coûts de création représentent 990 M€ à la charge des producteurs EnR, contre 250 M€ de coûts de renforcement à la charge des gestionnaires de réseaux et donc du TURPE.

Autrement dit, **80% des coûts des nouvelles infrastructures nécessaires à l'accueil des EnR, sur le réseau de distribution comme sur le réseau de transport, sont déjà directement pris en charge par les producteurs d'énergies renouvelables terrestres.**

De plus, le choix des ouvrages nécessaires pour accueillir les gisements EnR est étudié, concerté et mutualisé dans le cadre des élaborations des S3REnR, en fonction des composantes financières, techniques et au regard des gisements de production, des capacités de raccordement visées par la région et des capacités de raccordement ajoutées par chacun des ouvrages.

Ainsi, nous estimons que l'ajout de ce tarif ne sera pas déterminant pour une meilleure prise en compte des contraintes de réseau lors des décisions d'investissement car ces composantes sont déjà prises en compte lors de l'élaboration des S3REnR et risque d'aboutir à une double charge pour les producteurs éoliens d'autant que les régions à la quote-part la plus élevée ne coïncideront pas nécessairement avec les régions où le péage sera le plus faible.

L'introduction d'un tarif à l'injection serait éventuellement légitime et impactant si le producteur ne payait pas le raccordement de son installation. L'inverse aboutirait à de possibles distorsions et un double coût.

Cependant, dans la continuité des études menées par RTE et Enedis sur les futurs marchés de flexibilité, et plus particulièrement l'augmentation de la capacité des Postes Sources en prenant en compte le foisonnement, nous considérons intéressant et urgent d'étudier la mise en place d'un cadre réglementaire et contractuel permettant de mettre en œuvre la prise en charge des écrêtements.

**En effet, le moyen le plus concret à ce jour afin d'éviter des investissements importants sur le réseau est le recours aux flexibilités, dont le verrou principal est à ce jour réglementaire.**

Le gain collectif serait majeur, pour une énergie écrêtée négligeable et permettant des raccordements anticipés. La compensation de l'énergie non-évacuée serait partagée entre un financement par les producteurs via la quote-part (si des créations d'ouvrages sont évitées) et un financement par le TURPE (si des renforcements d'ouvrages sont évités).

## Coûts des pertes :

---

**Question 20 & 21 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB / HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?**

Ce dispositif selon la CRE inciterait les producteurs à moduler la production de leurs différentes centrales pour réduire les pertes et à placer davantage leurs maintenances dans les périodes où les pertes générées sont plus importantes.

Concernant l'éolien, les maintenances sont guidées par la présence ou non de productible et un tarif d'injection ne viendra pas changer ce principe. Pour rappel, la garantie de disponibilité accordée par les mainteneurs est fondée sur un pourcentage minimum de 97% du gisement, donc quand les machines doivent produire. Cet engagement concerne la maintenance préventive. Evidemment, la maintenance corrective est imprévisible et a lieu en cas d'incident même si la maintenance prédictive permet aujourd'hui de réduire progressivement l'aléa. Enfin les producteurs sont astreints à devoir être disponibles comme les autres producteurs aux heures PP2. A cela s'ajoutent les maintenances prévues par les gestionnaires de réseaux, parfois programmées au moment où la production est la plus forte.

La CRE dans sa note considère d'autre part qu'à long terme, ce tarif d'injection pourrait contribuer à inciter les producteurs à choisir de se raccorder à des nœuds du réseau moins coûteux en termes de pertes.

S'agissant de l'éolien, le tarif ne sera d'aucun effet sur la répartition des installations et sur la réduction du volume de pertes.

**Cette tarification à l'injection ne représentera pas un signal long terme dès lors qu'un producteur ne sera pas en mesure de calculer les économies/revenus sur 20 ans. Cette tarification ne sera donc pas un signal à l'investissement dans des installations de production ni de stockage.**

Enfin, les producteurs EnR et en particulier les producteurs éoliens sont déjà responsables de prévoir et d'équilibrer leurs injections pour les nouveaux mécanismes de soutien. RTE s'assure du respect de ces obligations et le mécanisme des écarts corrige les déviations des producteurs. Contrairement à d'autres modes de production, les opérateurs éoliens en complément de rémunération sont dans l'obligation de s'arrêter dès que le tarif est négatif.

## Coûts des réserves

---

**Question 22 : Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ?**

Comme décrit à la question 18, ce dispositif semble être à nouveau un dispositif qui favorise un transfert des charges du TURPE vers la CSPE, au détriment des filières électriques renouvelables.

Nous souhaitons préciser que les EnR participent sans rémunération à des services systèmes via une tension d'injection imposée par site, un bandeau en réactif défini par le GRD/T, un engagement pour une gestion dynamique de la puissance réactive, et l'obligation de soutenir la tension selon un gabarit défini dans le code de l'énergie.

Aussi, nous tenons à préciser que les installations éoliennes ont une très grande flexibilité à la baisse de leur production. Mais le système électrique ne dispose pas de ce gisement de flexibilité du fait de règles de participation encore peu adaptées pour les sources de production variables et décentralisées.

Les règles de participation aux services système fréquence ont en effet été définies sur la base des actifs de production existants à l'époque, à savoir des centrales commandables et centralisées, connectées au réseau de transport. La nécessité sur certains services d'équilibrage de contractualiser des produits symétriques, c'est-à-dire de la flexibilité de production à la fois à la hausse et à la baisse, est un obstacle majeur pour les énergies renouvelables variables, en particulier de l'éolien, qui ne sont flexibles qu'à la baisse, et de façon très efficace, rapide, décentralisée et, à ce jour, non rémunérée<sup>1</sup>.

Avant d'envisager que ces énergies variables participent financièrement au coût annuel de la constitution des réserves, France Energie Eolienne appelle à une redéfinition des règles des mécanismes d'équilibrage permettant une participation active des énergies renouvelables variables.

---

<sup>1</sup> Pour plus d'informations consulter notre site internet :  
<https://fee.asso.fr/pub/etude-poyri-fee-fourniture-de-services-systemes-frequence-par-lenergie-eolienne-recommandations-principales/>